

Fête de l'Humanité

11.12.13 SEPT 09

18€ NON PAYSAN
les 3 JOURS
moins de 15 ans gratuit
*20 euros sur place

Pour les luttes et le renforcement

Vendredi 11 septembre

Rendez-vous national des militants d'entreprises
avec

Pierre Laurent

Coordinateur du Conseil National

Eric Corbeaux

Responsable de l'activité aux entreprises

Jacques Chabaliér

Responsable vie du Parti

à 17 h, stand national des communistes
Angle Av Jean Jaures et Henri Rol-Tanguy

Le collectif « Entreprises, Lieux de travail » du PCF
vous invite à

L'apéritif des luttes
Rendez-vous des syndicalistes

Samedi 12 septembre à 11h 30
Forum social
Espace réception

Droits nouveaux dans les entreprises
Comment amplifier les mobilisations

Samedi 12 septembre

à 10 h, stand national des communistes
Angle Av Jean Jaures et Henri Rol-Tanguy
avec

Alain Brunel

Président de la commission économique de la Région Nord Pas de Calais

Jean-François Bolzinger

Secrétaire Général adjoint de l'UGICT

Hervé Tourniquet

Avocat droits du travail

SANOFI-AVANTIS :

Rencontre

Vendredi 11 septembre 16h30

au stand de l'ANECR

Sommaire

- ✓ Un Fonds régional pour l'emploi et la formation pages 2/3
- ✓ A la fête stand du livre, les publications d'Économie & politique pages 4/5/6

Un Fonds régional pour l'emploi et la formation ça peut marcher comment?

La crise du capitalisme, les licenciements, l'explosion du chômage, les 72 000 faillites d'entreprises prévues pour l'année 2009 nécessitent tout de suite de faire du neuf. C'est le sens des propositions avancées par le Parti Communiste Français.

Sécuriser l'emploi et les salariés.
Relever les salaires et le pouvoir d'achat à partir d'un SMIC à 1600 euros.
Relancer les services publics et les investissements.
Contrôler et réorienter les banques.

Les milliards mis à la disposition des entreprises doivent être utilisés pour sécuriser les emplois, développer les investissements créateurs d'emplois et de formation.

La question de l'argent mis au service du développement économique est désormais présente dans toutes les manifestations, dans de nombreux conflits. Le PCF fait la proposition de la mise en place d'un FREF (Fonds Régional pour l'Emploi et la Formation). **C'est une proposition forte pour le projet des élections régionales de 2010.**

Le Fonds Régional pour l' Emploi et la Formation, c'est quoi ?

C'est un outil structurel de financement de projets concrets, permettant de créer ou de sauvegarder des emplois. Il peut être décidé au niveau de la région. **Sa mission consisterait, avec l'argent public, à favoriser le crédit des banques de la Région**

- **pour les investissements et à contrôler les résultats.** Ce fond régional pourrait
- prendre à sa charge tout ou partie des intérêts payés aux banques par les entreprises
- sur les crédits finançant leurs investissements. C'est ce que nous appelons de la bonification de crédit. Plus les entreprises programmeraient des investissements créateurs
- d'emplois ou de mise en formation et plus les intérêts à payer aux banques seraient
- diminués. C'est ce qu'on appelle le crédit à taux bonifié.
- De plus, la Région pourrait se porter caution de ces prêts

Comment ?

- Il faut évidemment s'attendre à ce que les banques se fassent tirer quelque peu les oreilles. Il s'agirait donc de peser sur elles pour que l'argent soit utilisé, plutôt qu'à spéculer, à satisfaire les besoins de crédit des entreprises qui investiraient dans le
- développement de leur activité avec création d'emplois, et formation des salariés.
- Les salariés de la région auraient un droit de saisine pour l'utilisation de ces fonds. .
- **Cela supposerait une mobilisation conjointe des salariés, des élus, notamment ceux de la région, des militants communistes et de tous ceux qui veulent une**
- **autre politique de l'argent.**
- **Ces mobilisations permettraient d'expérimenter nos propositions sur l'utilisation**
- **de l'argent et contribueraient ainsi à faire monter les exigences jusqu'à rendre**
- **ces idées majoritaires.**

Quel mode de financement ?

Ce Fonds régional pourrait être alimenté par :

Une partie des sommes affectées à l'emploi et au développement économique dans le budget de la région pourrait constituer l'amorce de ce fond.

Par exemple, dans le budget 2009 la région Ile de France va consacrer 141 Millions d'euros à l'emploi et au développement économique. La région pourrait consacrer 100 millions pour la prise en charge des intérêts payées aux banques par les entreprises créatrices d'emplois.

Dans l'hypothèse d'un taux de crédit à 4% proposé par les banques aux entreprises la région Ile de France serait à même de réclamer du système financier des prêts d'un montant de 2,5 milliards d'euros. Avec les 100 millions de bonification, les entreprises bénéficieraient de crédits à hauteur de 2,5 milliards d'euros à taux zéro.

Il existe des majorités de gauche dans 20 régions sur 22. La mise en place de ces fonds est donc possible dans quasiment toutes les régions.

C'est la même démarche que nous proposons pour la mise en place d'un Fond National pour l'Emploi et la Formation. Nous proposons à cet effet d'utiliser 20 milliards des 33 milliards d'euros au titre des exonérations des cotisations sociales. 20 milliards qui permettraient d'aller chercher 200 milliards dans les banques pour des investissements créateurs d'emplois et de formation. Cela représente 2,5 fois les investissements productifs des entreprises françaises.

Le FREF géré par qui ?

Il serait géré par un conseil d'administration placé sous l'autorité du président de la Région et composé d'élus régionaux et locaux, de représentants des organisations syndicales de salariés et des associations de chômeurs, de représentants du système d'éducation et de formation, des employeurs et institutions financières, de l'Etat. Ce conseil, après débats et consultations des institutions représentatives du personnel des entreprises, déterminera les critères et le montant des attributions ainsi que les modalités d'évaluation et de contrôle.

Une base pour une politique alternative sécurisant l'emploi et la formation

La création de FREF peut concerner la quasi-totalité des régions de France puisque la gauche y est majoritaire. Ce serait autant de « pôles de résistance » contre la politique de la droite, mais aussi des bases pour exiger immédiatement des contributions de fonds publics nationaux, à l'opposé des gâchis de réductions de charges sociales.

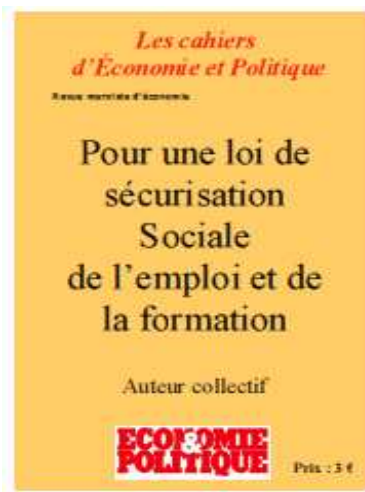
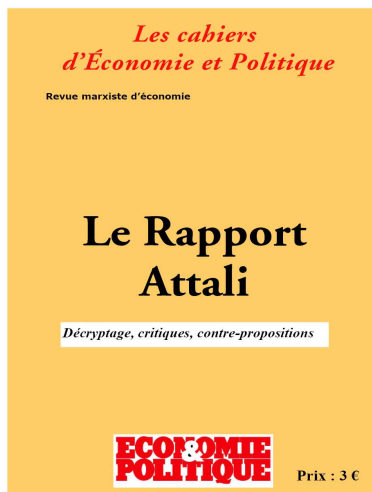
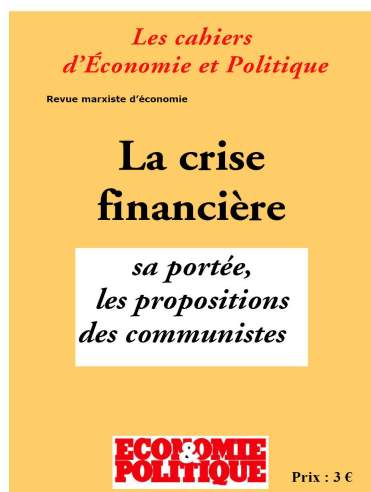


ECONOMIE & POLITIQUE

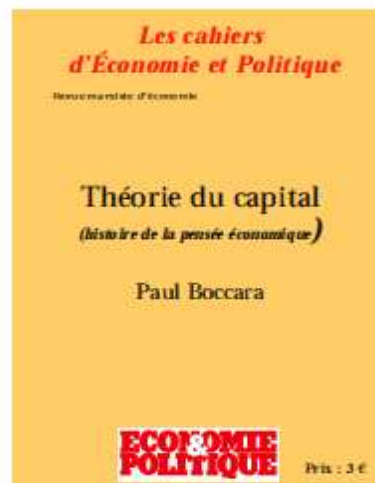
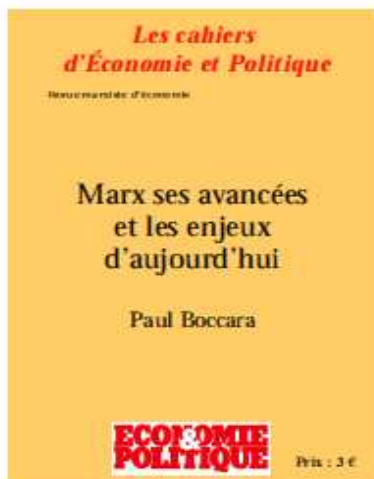
Samedi et dimanche
Toute l'équipe de la revue sera heureuse de
Vous accueillir à son stand

A LA FETE DE L'HUMANITE
Village du livre
Avenue Louise Michel

Sur le stand d'Economie & Politique, lieu d'échanges, de débats, vous trouverez ses dernières publications, notamment les numéros des « Cahiers d'Economie & Politique » et le numéro de la rentrée :



A paraître :



Vous pourrez aussi prendre connaissance de l'édition actualisée du livre de Paul Boccara intitulé :

« Transformations et crise du capitalisme mondialisé. Quelle alternative ? »

Vient de paraître : 2^{ème} édition actualisée

(100 pages de nouveaux textes)

Paul Boccara

Transformations et crise du capitalisme mondialisé
Quelle alternative ?

ESPERE **LE TEMPS DES CRISES** 445 pages, prix : 22 € + 2,90 € frais de port

Ce livre peut être commandé à *Économie et Politique*, 2, Place du Colonel Fabien 75019 Paris (chèques à l'ordre d'Économie et Politique)

Ainsi que celui de Catherine Mills

Protection sociale

Le contenu du livre
Ce livre réunit les analyses concernant les différents secteurs de la protection sociale : retraites, politique sociale, santé, emploi et financement de la protection sociale. Le choix a été fait de s'attacher à la problématique de la crise de ce système, en relation avec la crise systémique d'ensemble, ainsi que les types de réformes possibles tant en France que dans l'Europe, européenne, et à l'échelle de chaque pays de l'Union européenne. Cet ouvrage présente, sous la forme de chapitres thématiques, synthétiques et structurés, l'ensemble des réformes et des analyses du système de protection sociale.

Le sommaire
- Évolution et état des systèmes de protection sociale dans l'Europe
- Réformes sociales en France et crise de la protection sociale
- Perspectives sociales dans l'Union européenne : acteurs et résultats des réformes
- Les réformes des politiques sociales (retraites, santé, chômage, logement, services sociaux, politiques de jeunesse, politiques de handicap)
- Les réformes des politiques de la famille
- Les réformes des politiques de la santé
- Les réformes des politiques de l'éducation
- Les réformes des politiques de la culture et du sport
- Les réformes des politiques de la justice

Les auteurs
Catherine Mills est maître de conférences en économie, sociologie et philosophie à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
Philippe Courlet est professeur de sciences économiques à l'université de Liège.
Catherine Courlet est maître de conférences en économie à l'université de Liège.

Le public
- Étudiants des domaines économiques et sociales (économistes, politiciens, juristes, sociologues, philosophes, historiens, économistes, géographes, etc.)
- Chercheurs en économie, sociologie, philosophie, droit, etc.
- Cadres des institutions de la fonction publique, et plus généralement de la formation.

Vient de paraître

Prix : 28 € - Pour commander : Gualino - Lextenso éditions, 33, rue du Mail 75002 Paris ou à Économie et Politique

Et celui de Pierre Ivorra

Les chroniques de Pierre Ivorra éditées par **L'Humanité**
Face à la crise, des clés pour comprendre



10 euros frais de port compris

Je commande un total de exemplaires(s),
 soit 10 euros x = €

Nom : Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

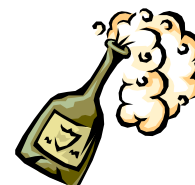
Commande est à retourner, accompagnée du règlement (chèque à l'ordre de L'Humanité), à : L'Humanité, 164, rue Ambroise-Croizat, 93528 Saint-Denis CEDEX. Ou commandez-le au 01 49 22 73 22 ou sur www.humanite.fr

En vous abonnant à la Fête de l'Humanité sur le stand de la revue vous participerez au tirage de la tombola d'Economie et politique.



Les abonnés de la fête, tirés au sort, **gagneront** :

- grands crus,
- champagne,... !
- **maquettes d'avion,**
- ...



ABONNEMENT

• FRANCE	1 an : 50 €	2 ans : 95 €
• TARIF ETUDIANT	1 an : 43 €	2 ans : 84 €
• ETRANGER	1 an : 74 € (frais de port par voie maritime inclus)	

Nom : Prénom :

Entreprise ou organisation :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél : Email :

Abonnement à partir du n° pris à envoyer

Règlement espèce chèque postal ou bancaire

sur facturation (pour un organisme)

Economie et Politique - 2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris
 Tél : 01.40.40.13.47 - Fax : 01.40.40.13.95 - E-mail : ecopo@club-internet.fr